

Tribune

Lutte contre la sous-nutrition : quand passe-t-on à l'action ?

Malgré les progrès dans la lutte contre la sous-nutrition et les nombreux engagements pris ces dernières années, ce fléau cause encore la mort de 8 000 enfants de moins de 5 ans par jour (The Lancet, 2013). Ces décès sont pourtant en grande majorité évitables ; c'est une maladie que nous savons soigner efficacement avec des traitements peu chers.

Alors comment expliquer l'échec actuel ? Les financements restent bien en deçà des besoins réels : moins d'1% de l'aide publique au développement (APD) mondiale est consacrée spécifiquement à cette lutte. La Banque mondiale estime que pour combler ce déficit de financement, 7 milliards de dollars additionnels doivent être investis annuellement pendant les 10 prochaines années.

2016 : L'ANNÉE DES CONCRÉTISATIONS ?

2016 inaugure la Décennie d'Actions pour la Nutrition lancée par l'assemblée générale des Nations Unies. Deux réunions internationales, l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) et le G7, ont fait de la nutrition un réel momentum politique en mai. Lors de l'AMS, les Etats membres ont voté en faveur de deux résolutions sur la nutrition maternelle et infantile et se sont ainsi engagés à se fixer des cibles nationales ambitieuses de réduction de toutes les formes de malnutrition et à augmenter les financements pour la lutte contre la malnutrition. Lors du G7, les chefs d'Etat ont réitéré leur objectif de sortir 500 millions de personnes de la faim et de la malnutrition d'ici 2030. Le Japon avait mis la couverture sanitaire universelle en haut de l'agenda santé cette année. Cela doit donc être l'occasion d'intégrer le traitement et la prévention de la malnutrition au paquet de soins de santé primaire. En effet, moins de 20% des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, un type de malnutrition particulièrement dangereux, ont aujourd'hui accès aux traitements.

La réponse à la sous-nutrition sera en effet multisectorielle. Il est crucial que les programmes de développement dans les secteurs de la santé, mais aussi de la sécurité alimentaire, de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, du climat et du genre prennent mieux en compte la nutrition. La communauté internationale doit également éviter que des projets, tels que certains programmes agricoles entraînant une spécialisation des cultures qui appauvrissent les régimes alimentaires, n'aillent à l'encontre des intérêts nutritionnels des populations qui en bénéficient. Mais il est aussi crucial d'augmenter les financements des projets qui ont pour cible spécifique la lutte contre la sous-nutrition.

LA FRANCE DOIT PASSER À L'ACTION

Au niveau français, si nos décideurs savent se montrer ambitieux quand il s'agit de prendre des engagements politiques, la France est particulièrement frileuse quand il s'agit de les financer : en 2013, elle n'a alloué que 0,47% de son APD à la lutte contre la sous-nutrition, et seulement 0,02% à des projets plus ciblés comme la supplémentation en micronutriments ou la promotion de l'allaitement. La nutrition est pourtant l'une des priorités de la politique de développement de la France, inscrite dans la Loi d'orientation et de programmation relative à la politique de

développement et de solidarité internationale de 2014. La Campagne Génération Nutrition, une coalition de 6 ONG françaises, demande une augmentation de 500 millions d'euros – sous forme de dons – de l'APD française dirigée vers la lutte contre la sous-nutrition d'ici à 2020.

Une augmentation des financements français alloués à la nutrition permettrait de sauver 5 millions d'enfants de la malnutrition aiguë et de sortir des millions de personnes de la pauvreté. En finançant la nutrition, la France finance indirectement la santé, la lutte contre la pauvreté, l'égalité des genres, l'éducation et le développement des sociétés.

Dans quelques mois, le comité interministériel qui fixe les grandes orientations de la politique de développement française se réunira : une opportunité de replacer la nutrition au centre des objectifs français. La Feuille de route élaborée par la France en 2015, qui présente les axes stratégiques de l'aide française à la nutrition dans 8 pays particulièrement affectés, ne possède toujours pas les moyens financiers de sa mise en œuvre. La France a les moyens d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés. Mais a-t-elle une réelle volonté politique de les financer ?

Signataires :

Véronique Andrieux, directrice générale d'Action contre la Faim

Bruno Rivalan, directeur France d'Action Santé Mondiale

Henri Leblanc, délégué général d'AMREF

Philippe Lévêque, directeur général de CARE France

Kristel Malègue, coordinatrice de la Coalition eau

Friederike Röder, directrice France de ONE

Génération Nutrition est une campagne inter-ONG internationale lancée en 2014. Nous luttons pour que les gouvernements mettent fin aux décès d'enfants liés à la sous-nutrition. 85 organisations soutiennent la campagne, aux niveaux global et local dans 13 pays. En France, Action contre la Faim, Action Santé Mondiale, AMREF, CARE France, Coalition Eau et ONE sont mobilisés pour interpeller le gouvernement français.

Retrouvez les demandes 2016 de Génération Nutrition à la France [ici](#).

Retrouvez la tribune sur le site de Médiapart : blogs.mediapart.fr/action-contre-la-faim/blog/020616/lutte-contre-la-sous-nutrition-quand-passe-t-l-action

TÉLÉCHARGEMENT

➡ [Demandes 2016 Génération Nutrition](#)